



**En hausse**  
**PSA Peugeot Citroën**  
Le constructeur automobile prévoit un résultat opérationnel supérieur à 1,5 milliard d'euros pour 2010 et une baisse du marché européen de 5%, contre 7% auparavant.



**En baisse**  
**Morgan Stanley**  
La banque d'affaires américaine est retombée dans le rouge au troisième trimestre (-91 millions de dollars) en raison notamment d'une chute des revenus de ses activités de courtage.

**Les cours du jour** (21/10/10, 10 h 07)  
Euro 1 euro : 1,3861 dollar (achat)  
Or Once d'or : 1339,00 dollars  
Pétrole Light sweet crude : 82,16 dollars  
Taux d'intérêt France : 2,761 (à dix ans)  
Taux d'intérêt Etats-Unis : 2,516 (à dix ans)

# La guerre des monnaies menace le commerce mondial

Le G20 tente d'éviter les réactions unilatérales et désordonnées de ses membres pour protéger leurs exportations

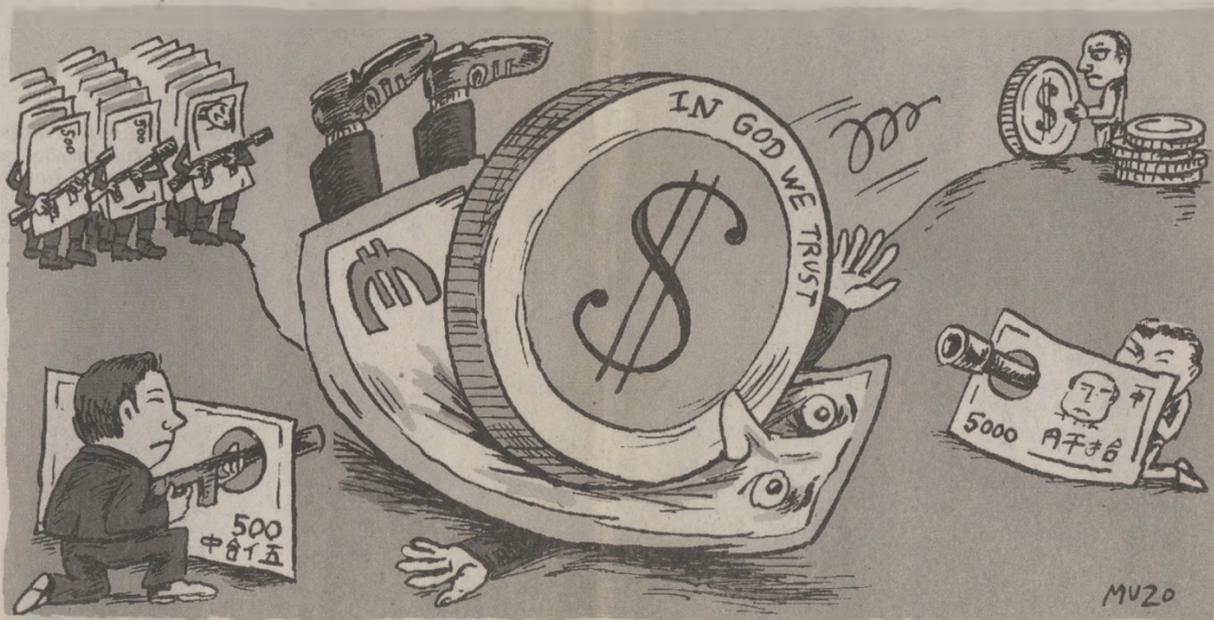
Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, brandit la menace d'un « effondrement catastrophique de l'activité mondiale, comme dans les années 1930 ». Le premier ministre indien, Manmohan Singh, se dit « inquiet de la situation » et appelle, dans le *Financial Times*, à un esprit de consensus entre grandes puissances.

Les tensions croissantes sur le marché des changes peuvent-elles dégénérer au point de compromettre la reprise mondiale ? Le sujet dominera les débats des ministres des finances du G20, réunis vendredi 22 et samedi 23 octobre en Corée du Sud pour préparer le sommet de Séoul des 11 et 12 novembre. Partout dans le monde, les dirigeants s'inquiètent du risque de voir éclater une « guerre des monnaies » susceptible de se muer en guerre commerciale.

**Une monnaie faible: un enjeu crucial** Les pays industrialisés connaissent une reprise poussive et un chômage élevé. Aux prises avec des déficits colossaux, ils manquent de marges de manœuvre budgétaires pour soutenir l'activité. L'arme des taux de changes est alors tentante: une monnaie faible permet de doper les exportations en baissant le prix des produits vendus à l'étranger.

A l'inverse, « l'importation est l'ennemie absolue, car elle se substitue au travail du salarié local », souligne Jean-Hervé Lorenzi, professeur à Paris-Dauphine. Le Japon s'est inquiété, mercredi 20 octobre, de la vigueur du yen qui « détériore le climat des affaires », selon le vice-gouverneur de la Banque du Japon, Kiyohiko Nishimura.

Mais les pays émergents refusent de supporter une trop large part de l'ajustement monétaire. Même si la crise n'est plus, pour la



plupart d'entre eux, qu'un lointain souvenir, tous restent soucieux de préserver les exportations, moteur de leur croissance.

**Quelles armes pour dévaluer sa devise ?** Les banques centrales peuvent tenter d'agir sur les cours en accumulant des réserves de change grâce à la vente de leur monnaie contre du dollar ou d'autres devises. C'est ainsi que procède la Chine, avec succès puisque cette politique est couplée à un contrôle des capitaux. C'est ce qu'a fait le Japon mi-septembre, avec un résultat très mitigé: difficile d'influencer un marché où s'échangent chaque jour 4 000 milliards de dollars.

Les Etats-Unis ont connu un succès plus net en annonçant la perspective d'un nouvel assouplissement monétaire. Depuis que la

Réserve fédérale américaine (Fed) a averti qu'elle pourrait refaire tourner la planche à billets, le billet vert est en chute. « Son objectif n'est pas tant une baisse du dollar qu'une stimulation de la demande », fait remarquer Anton Brender, chez Dexia AM. Dans une

moindre mesure, des pays émergents comme le Brésil ou la Thaïlande essaient de limiter l'afflux de capitaux spéculatifs – et donc l'appréciation de leur monnaie – en taxant les achats de titres par des investisseurs étrangers.

**Des points de crispation multi-**

**ples** La Chine et sa politique de taux de change sont au cœur des tensions. Le bras de fer sino-américain se durcit: Washington, relayé par Bruxelles, accuse Pékin de maintenir le yuan artificiellement bas. D'autres conflits ont émergé. Le Japon s'en est pris à la Corée du

Sud, mi-octobre, l'accusant d'interventions pour faire baisser le won. Les pays industrialisés reprochent aux émergents de freiner l'appréciation naturelle de leurs devises. Au sein des économies avancées, l'Europe s'agace tout bas de voir les Etats-Unis laisser filer le dollar.

**Le risque d'un retour au protectionnisme ?** Une « guerre des monnaies » peut dégénérer en guerre commerciale. Pour protéger leurs produits et leurs emplois, les Etats puisent dans l'arsenal composé de droits de douane, contingents d'importation, réglementations techniques et subventions à l'export ou à la production.

En vain, comme l'a prouvé la loi américaine Hawley-Smoot du 17 juin 1930 qui augmenta, au début de la Grande Dépression, les droits de douane à l'import sur plus de 20 000 produits. Certes, les importations en provenance d'Europe en furent amputées de quelque 70%, mais les exportations américaines vers l'Europe chutèrent en proportion, celle-ci ayant riposté.

Aujourd'hui, les argumentaires sont plus sophistiqués, en raison de l'existence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui interdit l'unilatéralisme. C'est ainsi que la Chambre américaine des représentants vient d'adopter un projet de loi prévoyant des taxes à l'importation sur les produits chinois, la sous-évaluation du yuan constituant, selon elle, une subvention déguisée.

La réplique n'a pas tardé: la surtaxe à l'importation de 105% infligée depuis le mois de janvier aux poulets américains jugés subventionnés par Pékin a été prorogée. Pour l'instant, les rapports de l'OMC concluent à une quasi-innocuité des restrictions aux échanges et des distorsions de concurrence mises en place par ses membres, car elles n'affectent que 1% des échanges mondiaux.

Mais Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, commence à s'alarmer, et rappelle que ses membres ne peuvent espérer régler leurs déséquilibres macroéconomiques unilatéralement et par le biais du commerce. C'est ainsi qu'il a déclaré, mardi, à Genève: « L'Histoire nous jugera sévèrement si nos efforts collectifs pour juguler la crise économique sont contrariés par la recherche solitaire d'un gain à courte vue. »

Alain Faujas et Marie de Vergès

## « La Chine veut d'abord maîtriser l'inflation »

Questions à Bei Xu, analyste spécialiste de la Chine chez Natixis

LA BANQUE populaire de Chine a annoncé, mardi 19 octobre, qu'elle relevait ses taux directeurs d'un quart de point. Certains analystes ont cru y voir la concrétisation d'un accord confidentiel entre Washington et Pékin. Mais pour Bei Xu, chez Natixis, cette décision a surtout des visées internes: l'inflation a culminé en septembre à son plus haut niveau en deux ans (3,6%), selon le Bureau des statistiques, jeudi. Pékin a annoncé que la croissance a été de 9,6% au troisième trimestre, contre 10,3% au deuxième.

**En relevant ses taux, la banque centrale cherche-t-elle à envoyer un message de conciliation à l'approche du sommet du G20 ?**

Non, la hausse des taux d'intérêt n'a, selon moi, pas de visées extérieures mais répond plutôt à des inquiétudes internes: la Chine veut d'abord maîtriser l'inflation. Elle constate que les mesures res-

trictives prises jusqu'ici sont restées sans effet sur la hausse des prix de l'actif et de l'immobilier. Or ce qui intéresse d'abord les partenaires commerciaux de la Chine, dont les Etats-Unis, c'est l'évolution du taux de change du yuan. Washington veut voir les signes tangibles d'une réévaluation.

**Mais la décision de la banque centrale n'est-elle pas susceptible d'accélérer l'appréciation du yuan vis-à-vis du dollar ?**

Bien sûr, normalement, quand on relève les taux d'intérêt, cela peut avoir un impact sur l'appréciation de la monnaie. Mais la situation de la Chine est particulière puisqu'elle a le contrôle des capitaux. Et si la banque centrale souhaite freiner ces pressions à la hausse du yuan, elle peut le faire de son plein droit.

**N'y a-t-il pas, tout de même, un léger apaisement, ces derniers jours, entre les Etats-Unis et la**

**Chine sur la question du yuan ?**

Oui, les critiques américaines se sont un peu calmées. Quand ils ont annoncé qu'ils reportaient la publication du rapport du Trésor sur les devises, les dirigeants politiques américains se sont dits encouragés par les derniers gestes de Pékin. Depuis le mois de juin, l'appréciation du yuan vis-à-vis du dollar a été de presque 3%, ce qui fait 8% en rythme annuel. C'est quand même déjà assez rapide, même si on ne peut exclure que la Chine ait accéléré ce mouvement récemment en prévision du sommet du G20 [11 et 12 novembre].

Mais au moindre signe d'une nouvelle dépréciation du yuan, ou même d'une stagnation, Washington fera pression sur Pékin. Mais on peut penser qu'il ne se passera pas grand chose d'ici le G20. Les Etats-Unis se cherchent d'abord des alliés prêts à les appuyer. ■  
Propos recueillis par M. de V.

Retraites  
**Le pouvoir joue le pourrissement**

le nouvel  
**Observateur**

**Notre guerre d'Algérie**

Les témoignages des soldats, des pieds-noirs et des Algériens

**+ DVD**  
**La guerre sans nom**  
Un film de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman  
Réalisation Bertrand Tavernier

4€

## Les liseuses, nouvel espoir pour les éditeurs et les libraires

La Fnac et Bertelsmann France veulent aussi se faire une place sur le marché du livre numérique

Les libraires, éditeurs et autres professionnels du livre ne veulent pas passer à côté du marché du livre numérique. De façon quasi simultanée, la Fnac et Bertelsmann France (propriétaire des clubs de livre France Loisirs et des librairies Chapitre) lancent leur liseuse, sur le modèle du Kindle d'Amazon.

La Fnac propose depuis jeudi 21 octobre de réserver son Fnacbook qui sera en rayons début novembre à 199 euros, et donnera accès à 80 000 titres et 750 BD. Bertelsmann, de son côté, a présenté à la Foire de Francfort, mi-octobre, sa propre liseuse vendue 149 euros, qu'il lancera à la fin du mois sur les marchés allemand et français, en partenariat avec les librairies Thalia, le leader allemand, et Chapitre. La Fnac et Bertelsmann s'atta-

quent à un marché déjà convoité. Leurs offres viennent concurrencer celle des pionniers, Sony et son Reader, Amazon et son Kindle et le Cybook de Booken, une entreprise française, tandis que les distributeurs Darty et Leclerc prépareraient aussi des projets en ce sens.

**Balbutiements**

Al'approche de Noël, les professionnels espèrent beaucoup du potentiel de ce nouvel objet. Aux Etats-Unis, où ces liseuses existent depuis trois ans, le livre numérique représente 8% du marché. Les experts prévoient que ce chiffre grimpe à 15%, voire 20%, d'ici à 2015.

Autrement dit, une liseuse pourrait réanimer un marché français mature. Les ménages achètent en moyenne deux à trois ouvrages

par an. Et les ventes oscillent entre +1% les bonnes années – comme lorsque parait un *Harry Potter* – et -1% les mauvaises.

Certes, le livre numérique n'en est qu'à ses balbutiements en France: il ne représente que 0,5% du marché. Mais les professionnels estiment que le public est maintenant prêt. L'arrivée de la tablette numérique d'Apple, l'iPad en mai, a selon eux, servi de déclencheur.

« Un Français sur deux serait d'accord pour lire sur une liseuse », assure Marie-Pierre Sangouard, directrice du livre à la Fnac, s'appuyant sur une étude du groupe. Quant aux libraires, encore un peu réticents face à cette révolution, « ils voudront s'emparer du projet afin d'être maîtres de leur destin », assure-t-elle.

Reste un défi: parvenir à attirer

un nouveau public sans cannibaliser les ventes de livres. Pour plaire aux clients, les éditions numériques doivent être vendues à un prix attractif. La Fnac promet des ristournes de l'ordre de 20% à 30% par rapport à la version papier.

Mais les professionnels redoutent les dérapages, tels ceux observés outre-Atlantique. Aux Etats-Unis, les livres numériques ont d'abord été vendus à prix cassés, mettant à mal les petites librairies. Pour parer à cet écueil, éditeurs et libraires ont plaidé pour la mise en place d'une sorte de « loi Lang » sur le livre numérique qui encadrerait leurs prix, comme c'est le cas pour les ouvrages imprimés. Le message est passé. Un texte est en cours d'examen au Parlement. ■

Alain Beuve-Méry et Claire Gatinois